

Kaspersky Lab banni des agences américaines

L'administration américaine vient de retirer l'éditeur russe des logiciels antivirus, Kaspersky Lab, de deux listes de vendeurs agréés d'équipement technologique pour les agences gouvernementales, expliquant qu'elle craignait que ses produits soient utilisés par le Kremlin pour pénétrer dans les réseaux des Etats-Unis. La société de cybersécurité est soupçonnée par les agences de renseignement et certains membres du Congrès d'être trop étroitement liée aux services russes. Les produits Kaspersky ont été retirés de la liste de l'Administration américaine des services généraux (General Services Administration, GSA) mais les agences gouvernementales américaines pourront toujours en acquérir s'ils ne passent pas par la procédure agréée par la GSA. De son côté, Kaspersky Lab s'estime être «embarquée dans une querelle géopolitique où chaque camp s'emploie à utiliser notre entreprise comme un pion dans son jeu». «Kaspersky Lab n'a de lien avec aucun gouvernement et l'entreprise n'a jamais aidé, et n'aidera jamais, aucun gouvernement dans le monde à mener des activités de cyberespionnage», a-t-elle insisté.

Le tribunal administratif de Paris donne raison à Google

Le tribunal administratif de Paris a estimé que Google n'était pas imposable en France sur la période de 2005 à 2010 et ne pouvait donc être astreint à un redressement fiscal de 1,115 milliard d'euros qu'entend lui imposer l'administration. «Le tribunal administratif a donné raison à la société GIL (Google Ireland Limited-Ndlr) en prononçant la décharge des impositions contestées», peut-on lire dans un communiqué de la juridiction parisienne cité par Reuters. Le ministère français des Finances estimait que le géant de la recherche du internet avait déclaré en Irlande des prestations publicitaires réalisées en France et avait donc échappé indûment, pendant les cinq années, à des impôts sur les sociétés et à la TVA. La juridiction a jugé que la filiale française de Google ne disposait pas d'une «structure apte, du point de vue de l'équipement humain et technique, à réaliser des prestations de manière autonome», ce qui l'exonère de la TVA. Dans un communiqué, le ministère français des Finances a fait savoir que ce jugement fera l'objet «d'une analyse approfondie de la part de la Direction générale des finances publiques au regard des enjeux importants de ces dossiers et d'une façon plus large de la problématique de la juste imposition, en France, des bénéfices tirés de l'économie numérique». «L'administration a deux mois pour faire appel de ces jugements et travaille d'ores et déjà en ce sens», ajoute le ministère.

Symantec envisage de céder son activité de certification de sites web

Le spécialiste américain de la sécurité informatique, Symantec, envisage de céder son activité de certification de sites web, pour un montant d'environ un milliard de dollars, ce qui lui permettrait de mettre fin à un différend avec Google, filiale d'Alphabet, selon l'agence Reuters citant plusieurs sources proches du dossier. En mars dernier, Google avait déclaré avoir lancé une enquête sur Symantec en raison de doutes sur la fiabilité des certificats émis par ce dernier. Mais Symantec avait jugé les allégations de Google «exagérées et trompeuses». L'éditeur de Norton Antivirus a engagé des discussions avec un petit nombre d'entreprises et de sociétés de capital-investissement pour une éventuelle cession de l'activité certification. Symantec a construit l'essentiel de son activité de certification web en 2010, qui réalise un chiffre d'affaires d'environ 400 millions de dollars, avec le rachat de la division de sécurité de Verisign pour 1,28 milliard de dollars. Symantec a déclaré en juin qu'il examinait une proposition de Google et d'autres groupes internet pour contribuer à régler les problèmes liés à ses certificats de sécurité.

PRÉVU DU 20 AU 22 SEPTEMBRE AU CIC D'ALGER

«MM Expo», le 1^{er} Salon algérien dédié à la mobilité et aux technologies mobiles

● **Maghreb Mobile Expo (MM Expo), le premier Salon de la mobilité et des technologies mobiles, sera organisé du 20 au 22 septembre 2017 au Centre international des conférences (CIC) d'Alger.**

Saïd Benmesbah et Mohamed Haïf Si Haïf, respectivement directeur de l'évènement et directeur du partenariat chez Be Smart Services, la société organisatrice, nous en disent davantage sur le MM Expo.

Par Abdelkader Zahar

Depuis le lancement de la 3G, puis de la 4G, les usages des terminaux et de la data mobiles explosent en Algérie. Réunir les acteurs clés de la mobilité autour d'un même événement est donc une nécessité. C'est dans cette optique que l'idée d'organiser le «Maghreb Mobile Expo», le «1^{er} Salon algérien spécialement dédié aux technologies mobiles», a été lancée. Opérateurs téléphoniques, fabricants algériens de smartphones et tablettes, représentants de grandes marques de terminaux mobiles, développeurs d'applications, startup, banques, clubs scientifiques, incubateurs, médias et sites marchands seront présents les 20, 21 et 22 septembre 2017 au CIC, pour débattre de plusieurs thèmes liés aux usages mobiles et, pourquoi pas, dessiner les grandes lignes d'un écosystème mobile en Algérie. «Le smartphone sera au cœur du MM Expo. Car, aujourd'hui, avec un smartphone on peut tout faire. Téléphoner, surfer sur le web, envoyer et recevoir des emails, organiser des rendez-vous, payer des factures, prendre des photos, éditer des documents, ou gérer à distance des objets connectés», affirme Saïd Benmesbah.

Le salon sera organisé autour de sept principales thématiques centrées sur la mobili-

té : M-Security, M-Finance, M-Learning, M-Cloud, M-Marketing, M-Collaboration et l'Internet of Things (IoT). Outre les exposants, ces thématiques seront au menu de conférences et de workshops qui se tiendront en marge du salon pour traiter chacune des thématiques. «Pour la première fois en Algérie, un représentant de GSMA, l'association mondiale des opérateurs mobiles, sera présent au MM Expo. C'est Mohamed Abbès, le responsable de GSMA pour la région MENA, qui sera présent pour parler du «Futur Technologique», assure Saïd Benmesbah. D'autres conférences seront au menu. La «transformation digitale» sera évoquée par Yacine Rahmoun, de Casbah Business Angels, «l'Internet des objets», par Rachid Nourine, DG de l'INPTIC, le «Mobile Security» par Abdel Dahmana, expert international en cybersécurité, et le «M-Finance» par Abdelkader Salhi, de la société Kepler Technologies. A noter, comme le précise Mohamed Haïf Si Haïf, de Be Smart Services, qu'en plus de la conférence que donnera son responsable pour la région MENA, l'Association GSMA aura le statut de «partenaire stratégique» du 1^{er} Salon de la mobilité et des technologies mobiles.

Créer une dynamique autour du mobile

En ces temps de piratages et de cybercrimes à grande échelle, la sécurité sera un des volets clés du MM Expo. En plus des conférences et des ateliers consacrés à la question, des startup seront présentes au salon pour «parler de leurs solutions» sous forme de «simulations» destinées aux entreprises participantes, en «particulier celles du secteur financier». Kepler Technologies présentera des solutions de sécurité dans le domaine bancaire au cours de laquelle une «transaction sera réalisée en direct». En plus de quelques éditeurs connus de logiciels de sécurité, les organisateurs ont préféré focaliser sur des entreprises et des startup algériennes qui «proposent leurs propres solutions pouvant être adaptées à chaque secteur». Spécialisée dans la sécurité, la startup GeniuDZ «va présenter une application» relevant du domaine du «m-learning», destinée aux parents qui veulent constamment être informés de la progression scolaire de leurs enfants, via des notifications émanant des enseignants. Mais le thème central de la sécurité mobile n'est pas ignoré, puisque GeniuDZ présentera aux participants un «scénario de piratage d'un smartphone, du vol de données, et comment y remédier», indique Saïd Benmesbah. Par

ailleurs, affirment nos deux interlocuteurs, la présence de différents acteurs, appartenant à divers secteurs (banques, compagnies d'assurances, incubateurs, développeurs, business angels, experts, institutions, opérateurs...) autour de la thématique des technologies mobiles «émane de notre souhait et de notre volonté d'aider à la création d'un climat de créativité autour de la mobilité et des formidables opportunités qu'elle peut apporter aux compétences algériennes». Ainsi, deux clubs scientifiques seront présents au «MM Expo», il s'agit du CSI de l'INPTIC (Institut national de la poste et des technologies de l'information et de la communication), et celui de l'Ecole polytechnique d'Oran.

Concours d'innovation et de gaming

Trois concours seront organisés au MMEXPO 2017 pour récompenser les meilleurs participants parmi les startup, les développeurs, les clubs scientifiques et les associations étudiantes. Ces compétitions sont : «Mobile Innovation Awards» (dédié aux startup et aux développeurs), «Media Awards» (pour récompenser les meilleurs articles, interviews et publiereportages pendant le salon), et le «Selfie Awards». Un «Gaming Area» sera également installé au Salon où se dérouleront plusieurs concours de jeux sur mobiles, sur consoles, mais également des compétitions online via une rubrique du site web de Maghreb Mobile Expo. Des concours sur des tours «PC Gamer» sont également programmés lors de cet événement. Les organisateurs du «MM Expo» se sont fixé comme objectif «une centaine d'exposants provenant d'une dizaine de pays» (Maghreb, Europe, Asie). Dans le domaine de l'Internet des objets (IoT), trois sociétés présenteront leurs produits et solutions. Il s'agit de la société tunisienne MP Soft, mais également de deux acteurs locaux, Brandt Algérie et Iris.

A. Z.

Visa annonce que le transfert d'argent mobile est désormais gratuit au Kenya

Visa a annoncé la semaine dernière que les usagers de mVisa pourront envoyer de l'argent à l'intérieur du pays sans payer de frais de transaction. La société proposant des transactions individuelles (P2P) compte actuellement des partenariats avec neuf banques kényanes qui ont activé mVisa sur leurs applications de banque mobile. Il s'agit de Barclays Bank, de la Banque coopérative, de l'Ecobank, de la Family Bank, de la KCB Bank, de la National Bank of Kenya, de la NIC Bank, de Prime Bank et de la Standard Chartered Bank. «C'est un mouvement important surtout lorsque vous considérez le montant dépensé par les Kényans pour les frais de transaction de transferts d'argent mobile chaque année. Avec 38,9 millions d'abonnés mobiles actifs et 515,9 mil-

liards de shilling kenyan (Ksh) de transferts d'argent au cours du dernier trimestre de 2016, l'argent mobile est devenu une partie intégrante de la vie des Kényans», affirme Andrew Torre, responsable de groupe de pays pour Visa Afrique subsaharienne. Les consommateurs peuvent utiliser mVisa pour envoyer de l'argent directement de leur banque au compte bancaire d'un destinataire, qu'il s'agisse d'un téléphone intelligent ou d'un téléphone spécialisé. Les transactions sont traitées via le réseau mondial Visa, VisaNet. mVisa est présent au Kenya, en Inde, au Rwanda et en Egypte. Son lancement au Nigeria, en Ouganda, en Tanzanie, au Ghana, en Indonésie, au Kazakhstan, au Pakistan et au Vietnam est en cours.